

Le bateau ivre et son nouveau capitaine

«Le système de santé suisse est-il gouvernable?», demandait récemment le Dr Jean Martin dans la rubrique «Points de vue» du Bulletin des Médecins Suisses [1] qui parlait de «bateau ivre». Espérons que le nouveau capitaine pourra lui répondre et qu'il n'aura pas trop le mal de mer!

Le gouvernement québécois se pose probablement la même question, lui qui est sur le point de tomber, en grande partie à cause de la gabegie incroyable qui règne dans le domaine de l'accès aux soins et de la gestion des urgences.

Ce qui me fascine, particulièrement depuis que j'assiste en observateur attentif à la crise très sérieuse du système de santé québécois, c'est que tous les pays occidentaux affrontent un même problème – la croissance difficilement maîtrisable de la demande en matière de soins de santé – mais que chacun accuse son système d'en être responsable, alors même que les divers modèles en vigueur sont vraiment très différents les uns des autres, voire diamétralement opposés. C'est un peu comme si on accusait le bateau d'être responsable de la tempête!

Ces vingt dernières années, les responsables politiques de nombreux pays occidentaux, pris de vertige, s'en sont remis aux économistes (comme dans d'autres secteurs de la vie publique d'ailleurs), plaçant en eux les espoirs les plus fous. On a ainsi voulu croire que la santé, ou plutôt la maladie et les soins, étaient un simple marché que l'on pourrait réguler par diverses mesures d'ordre économique. Et ça ne marche pas, quel que soit le système, et même les économistes ne comprennent pas.

Il faut dire aussi que les principes les plus fondamentaux de l'économie elle-même sont actuellement remis en question. Daniel Kahneman et Georges Mason, deux chercheurs américains, ont reçu en 2002 le prix Nobel d'économie pour leurs travaux respectifs qui ont montré ceci, chacun à sa manière: les décisions de l'être humain, même en matière financière et contrairement à ce que croyaient la plupart des économistes, sont davantage le fruit de motivations psychologiques peu ra-

tionnelles, que la conséquence de raisonnements logiques et pécuniaires.

Dans le domaine de la santé et de la maladie, c'est bien sûr flagrant: les discussions autour du porte-monnaie (compressions budgétaires, hausses de primes, etc.) se font généralement entre gens bien portants. Mais lorsqu'il se sent mal, anxieux, potentiellement ou réellement souffrant, l'être humain se comporte en fonction de son angoisse et non plus de son argent. Et notre société est de plus en plus anxio-gène. Cette réalité, pourtant si simple, semble échapper totalement à nos décideurs, qui feraient bien de s'entourer aussi de psychologues (et pourquoi pas de médecins ...), et pas seulement d'économistes, s'ils veulent retrouver la maîtrise du gouvernement.

Pour s'être résolument entêté, comme semblent vouloir le faire les Suisses, à limiter par tous les moyens l'offre de soins pour faire face à la croissance de la demande et des coûts, le gouvernement québécois se retrouve avec un peuple entier contre lui, furieux de ne plus avoir décemment accès aux soins et prêt à pactiser avec le diable d'une médecine à plusieurs vitesses, ajustable au revenu du malade. Le ministre de la santé, François Legault, a d'ailleurs récemment «avoué» publiquement que le système de soins avait été largement sous-financé ces dernières années et qu'il fallait trouver en urgence près de deux milliards de dollars juste pour le remettre sur les rails (le Québec compte 7 millions d'habitants).

À la question de Jean Martin, les Québécois peuvent répondre sans hésiter: en situation de grave pénurie de lits et de soignants, dans une ambiance de grèves et de menaces réciproques, un système de santé n'est vraiment plus gouvernable!

Voilà notre nouveau capitaine averti.

François Pilet

¹ Martin J. Le système de santé suisse est-il gouvernable? Bulletin des Médecins Suisses 2002;83:40:2115-6.